

FUNÉRAILLES DE MOHAMED LAMARI

Une foule impressionnante
pour les adieux au général

Le général de corps d'armée Mohamed Lamari a été inhumé, hier mardi, au cimetière de Ben Aknoun à Alger et a eu droit à des funérailles dignes du grand parcours qui était le sien, tant dans la hiérarchie militaire qu'en égard à son rôle déterminant dans la sauvegarde de l'Etat et de la République algériens.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

- Sa brillante carrière militaire, Lamari l'avait entamée au sein de l'ALN, d'abord avant de finir, au bout d'un parcours plein, au poste très névralgique de chef d'état-major de l'Armée populaire nationale qu'il occupa de 1993 à 2004. Autant dire, durant la période la plus difficile, la plus incertaine qu'a eu à traverser l'Algérie indépendante. Pour l'un des plus proches collaborateurs du ministre de la Défense, le général Khaled Nezzar, Mohamed Lamari était l'un des artisans de l'arrêt du processus électoral. Nezzar, qui préparait sa retraite pour 1994, le choisira à la tête de l'état-major de l'ANP. Comme le dira Nezzar lui-même dans ses mémoires, Mohamed Lamari avait le profil qu'il fallait pour la fonction. Un profil qu'il fallait pour, d'abord, éviter l'éclatement de l'armée et pour, ensuite, permettre à celle-ci d'affronter la situation catastrophique que le FIS et ses troupes sanguinaires imposaient au pays.

L'homme accomplira admirablement sa mission. C'est durant son ère que l'ANP allait se doter d'un état-major digne de ce nom, moderne, unifié et surtout opérationnel. Le chef d'état-major chapeautera directement la lutte antiterroriste durant une période où l'Algérie, économiquement à genoux, était mortellement isolée sur la scène internationale. Alors que les groupes armés du FIS étaient soutenus sur tous les plans par de nombreuses puissances, régionales et occidentales, des pays comme la France de Mitterrand décrétaient un embargo total sur les ventes d'armes pour l'Algérie. Beaucoup, il est vrai, tablaient à l'époque sur une imminente arrivée des islamistes au pouvoir à Alger. La CIA pronostiquait même, fin 1994 au maximum. N'empêche, l'ANP réussira à renverser la vapeur et mènera une lutte implacable contre les groupes terroristes qu'elle décimera successivement.

En 1999 déjà, leurs capacités de nuisance étaient réduites à des proportions insignifiantes. Et mal-

gré quelques abjectes attentats sporadiques, l'islamisme armé n'était plus en mesure de menacer la pérennité de l'Etat algérien. Mais cette victoire militaire ne sera pas, malheureusement, accompagnée d'une entreprise politique à même d'en finir définitivement avec le péril intégriste. Une faillite des politiques que le général Mohamed Lamari dénoncera publiquement en juin 2002. A deux reprises, lors d'un entretien paru au *Soir d'Algérie*, puis lors d'une conférence de presse qu'il animera à Cherchell, il lancera ce véritable cri d'alarme : «Aujourd'hui, le terrorisme est vaincu mais l'intégrisme est toujours là.» Douze années plus tôt, il lançait le même avertissement à travers un rapport confidentiel conjointement rédigé avec les généraux Mohamed Touati et Abdelmadjid Taghrit. Un rapport qui prévoyait d'une manière extraordinaire tout ce qui allait s'ensuivre et qui, en même temps, proposait tout un plan à même de permettre, s'il avait été appliqué, à l'Algérie d'être la première démocratie dans le



Photo : NewPress

monde arabe. Remis par Nezzar au président Chadli, ce rapport sera tout simplement ignoré sur proposition de Hamrouche et Mehri. C'est dire, en tout cas, que Mohamed Lamari que ce militaire «pur et dur», image que ses adversaires islamistes et leurs alliés du «quitte-qui ?» persistent encore à lui coller. C'est d'ailleurs pour ces mêmes convictions que le tout-puissant chef d'état-major qu'il était démissionnera de son poste au lendemain de la présidentielle d'avril

2004. Hier, au cimetière de Ben Aknoun, et malgré un froid polaire, il y avait, pour les derniers adieux à cette illustre personnalité nationale, tout ce que l'Algérie compte comme élite politique et militaire. Ou presque. Si l'absence des anciens chefs d'Etat était remarquée, il y avait par contre toutes les autorités nationales : Bensalah, Ziari, Ouyahia, Bessaïeh, tous les membres du gouvernement, le chef d'état-major Gaïd Salah, l'ensemble des responsables des ser-

vices de renseignement, à leur tête le général de corps d'armée, Mohamed Médiène dit Toufik, des cadres de la présidence comme le général major Mohamed Touati, Saïd Bouteflika, Mohamed Guendil, et Mohamed Ali Boughazi, d'anciens généraux comme Nezzar, Djouadi, Benmeaalem, etc, d'anciens chefs de gouvernement comme Réda Malek, Hamrouche et Sifi, l'ancien président de l'APN, Karim Younès, de nombreux anciens ministres comme Hamid Lounaoui et Noureddine Bahbouh, une multitude de chefs de partis et d'innombrables autres personnalités nationales. Mais il n'y avait pas que ceux-là. L'accès à l'intérieur du cimetière déjà plein comme un œuf étant interdit aux simples citoyens et même à la presse, une foule immense était à l'extérieur. Elle était composée de certains proches du défunt, de ses voisins, de citoyens anonymes et même de ses proches ou amis d'enfance. Deux septuagénaires amis du défunt, visiblement émus, commentaient l'événement : «Tu as vu ? dira l'un d'eux. Même les simples citoyens sont venus.» Et à l'autre de lui répondre : «Oui, avec le temps, les Algériens ont fini par comprendre ce qu'il valait.» C'est là le meilleur des hommages pour le défunt

K. A.

RÉACTIONS

L'Algérie perd un «patriote sincère»
et un «nationaliste convaincu»

L'Algérie perd avec le décès du général de corps d'armée, à la retraite, Mohamed Lamari, un «patriote sincère» et un «nationaliste convaincu», ont témoigné mardi à Alger des personnalités politiques et militaires ayant côtoyé le défunt.

Le président de l'Association des anciens du Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG), M. Daho Ould Kablia, a déclaré à l'APS que l'Algérie vient de perdre, avec le décès de Lamari, un «patriote sincère» et un «nationaliste convaincu», ajoutant que le défunt était un homme «doté d'une grande qualification, un intellectuel et un organisateur avéré».

«Au niveau de l'armée, il avait réalisé de très grandes œuvres dans la lutte contre le terrorisme (...) et il a marqué de son empreinte une

bonne génération d'officiers de l'Armée nationale populaire (ANP)», a-t-il encore relevé, lors des obsèques du défunt.

Pour sa part, M. Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense et ancien membre du Haut Comité d'Etat, a indiqué que le défunt était connu pour son dévouement dans son travail au niveau de tous les postes de responsabilité qu'il a eus à assumer au sein de l'institution militaire, mettant en exergue son rôle dans la lutte contre le terrorisme et dans la restauration de la paix et de la sécurité dans le pays.

«C'était un enfant de l'Algérie qui avait assumé son rôle en tant qu'Algérien», a-t-il abondé dans le même sens. De son côté, l'ancien chef du gouvernement, M. Mokdad Sifi, a rappelé que le défunt Mohamed Lamari «avait été au-devant de la scène à un moment crucial de l'histoire du pays et avait participé (...) à préserver l'Etat algé-

rien de l'effondrement», au moment où il menait une lutte implacable contre le terrorisme.

«J'ai eu le plaisir et l'occasion de travailler avec lui dans un comité restreint de sécurité pour la protection de la population et des biens publics et privés. On se réunissait chaque semaine pour mettre en place de nouveaux dispositifs qui ont été à l'origine de la création de la garde communale et autres dispositifs civils», se souvient M. Sifi qui a souligné que «c'est grâce à des hommes comme lui que l'Algérie est restée debout». Le général-major en retraite, Abdelhamid Djouadi, ami proche du défunt, a indiqué que Mohamed Lamari était un homme «très appliqué, intelligent, rationnel et plein de sagesse».

«Il était un grand patriote ayant donné à l'Algérie le meilleur de lui-même et qui s'opposait à toute forme d'extrémisme», a-t-il poursuivi.

ABDELMADJID MENASRA NARGUE OULD KABLIA

«Oui, il y a parmi nous des anciens du FIS dissous»

L'aveu ne procéderait assurément pas de l'imprudence dont les partis islamistes, à force de contingences politiques, ont appris à se prémunir. Abdelmadjid Menasra, porte-parole du Front du changement (FC) naissant, en a commis un qui donnerait du travail au département de Dahou Ould Kablia. «Oui, il y a parmi nous des anciens du FIS dissous», a-t-il admis, hier, lors de sa prestation au forum des Mille et une News.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Guettés principalement du côté du Front pour la justice et le développement (FJD) de Abdallah Djaballah, les anciens du FIS dissous ont opté visiblement pour un déploiement tous azimuts, tant ne manquent pas les bannières islamistes en voie de constitution. Le

Front du changement (FC), à en croire son porte-parole Abdelmadjid Menasra, ne serait pas sevré de ce sédiment militant. A la question de savoir si sa nouvelle formation comptait des anciens du parti dissous, le dissident du MSP n'a pas hésité un seul instant à répondre par l'affir-

mative. Comme s'il devait annoncer une évidence, il a répliqué par un «oui, il y a parmi nous des anciens du FIS dissous».

Selon lui, il n'y a pas de raison que ces derniers ne puissent pas se réinvestir dans l'activité partisane, du moment, a-t-il expliqué, qu'ils jouissent de leurs droits civiques. Mais le ministre de l'Intérieur va-t-il l'entendre de cette oreille ?

La nouvelle loi sur les partis politiques interdit que des anciens du parti dissous fassent partie des membres fondateurs d'un parti politique. D'ailleurs, pour avoir le sésame devant lui permettre de prétendre à l'activité partisane

légale, le Front du changement a dû se plier à la recommandation de l'Intérieur qui l'a obligé à procéder au lifting de la liste de ses membres fondateurs. Cela étant, Abdelmadjid Menasra a reconnu également, à demi-mot, que même des repentis ont intégré sa nouvelle formation politique. Comme pour les anciens du parti dissous, il a estimé que la loi donne à ces derniers le droit de militer dans des partis politiques. Mieux encore, il a soutenu que l'Etat doit encourager les partis à en recruter, tant est que, a-t-il considéré, cela les éloignerait de la violence et les intégrerait dans le dialogue et la compétition politique pacifiques. Mais

s'il n'abhorre pas à se servir de l'énergie militante «fissiste», Menasra ne va pas jusqu'à militer pour le retour de l'ex-FIS sur la scène politique. Interrogé à ce propos, il a répondu qu'il «respectait la loi». Se déclarant partant pour la prochaine compétition électorale, Menasra croit plutôt à l'aventure solitaire. De l'alliance des islamistes à laquelle certains appellent, il dira : «L'initiative n'est pas mûrie pour le moment. Elle n'est pas discutée au niveau et entre les partis qu'elle cible. De plus, il faudra d'abord discuter du programme avant de parler de strapontins.»

S. A. I.